



**PRÉFET  
DE L'INDRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la Modernisation  
Interministérielle et de l'Environnement  
Bureau de l'environnement

**ARRÊTÉ préfectoral complémentaire du 22 MAI 2025**  
**portant sur la mise à jour de certaines prescriptions applicables à la Société MALTERIES**  
**FRANCO-SUISSES implantée sur le territoire de la commune d'ISSOUDUN**

**LE PRÉFET DE L'INDRE,**

- Vu le code de l'environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 dite IED (Industrial Emissions Directive), relative aux émissions industrielles ;
- Vu la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles dans les industries agroalimentaires et laitières, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;
- Vu l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007, relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 février 2016 modifié relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés ;
- Vu l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'avis du 11 avril 2024 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mars 2008 autorisant la Société MALTERIES FRANCO-SUISSES à poursuivre ses activités implantées sur le territoire de la commune d'Issoudun, 74 rue des alouettes ;
- Vu le dossier de réexamen IED visé à l'article R. 515-71 du code de l'environnement, transmis à la préfecture le 30 septembre 2021 ;

Vu la demande de compléments du 6 novembre 2023 relative aux insuffisances du dossier de réexamen ;

Vu les réponses de l'exploitant du 5 février 2024 concernant les insuffisances du dossier de réexamen ;

Vu le rapport de base transmis le 6 janvier 2025 ;

Vu le rapport et les propositions du 12 février 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu la notification à ladite société du projet d'arrêté complémentaire 3 mars 2025 ;

Vu la présence d'observation(s) formulée(s) par la société MALTERIES FRANCO-SUISSES sur ce projet d'arrêté ;

Considérant que les activités IED du site impliquent l'utilisation de substances potentiellement polluante ;

Considérant la mise en évidence d'une pollution aux composés organohalogénés volatils (COHV) et aux hydrocarbures des eaux souterraines au droit du site dans le rapport de base ;

Considérant l'usage sensible des eaux souterraines sur site, utilisées dans le procédé agro-industriel ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article R515-60-f du code de l'Environnement, il convient d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations, et notamment, celles relatives à la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susvisé impose des valeurs limites d'émissions pour les rejets dans l'eau ;

Considérant que le site rejette ses effluents vers le réseau d'assainissement de la commune et qu'ils sont traités par la STEP d'Issoudun dont les rendements d'épuration ont été indiqués dans le dossier de réexamen ;

Considérant que lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées en sortie de l'établissement par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 III et n'excèdent pas les valeurs limites des NEA-MTD divisées par «1-taux d'abattement» de la station ;

Considérant que l'exploitant propose dans son dossier de réexamen des valeurs limites d'émissions indirectes en appliquant le taux d'abattement de la station d'épuration d'Issoudun ;

Considérant que l'exploitant dispose également d'une convention spéciale de déversement fixant des concentrations de référence et d'un arrêté d'autorisation de déversement du 16 mai 2019 pour une durée de 6 ans ;

Considérant qu'il convient d'appliquer les valeurs les plus contraignantes;

Considérant la nécessité d'actualiser certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mars 2008 en application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'en application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, il n'y a pas lieu de recueillir l'avis du CODERST ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Indre,

## **ARRÊTE**

### Article 1<sup>er</sup> :

La Société MALTERIES FRANCO-SUISSES dont le siège social est situé 74 rue des Alouettes sur le territoire de la commune d'Issoudun, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui lui sont applicables, à poursuivre l'exploitation de son établissement implanté à l'adresse précitée.

### Article 2 : VALEURS LIMITES D'ÉMISSIONS DES EAUX DE PROCESS

À l'article 4.3.10 « valeurs limites d'émissions des eaux de process » de l'arrêté du 3 mars 2008, le tableau relatif le tableau aux valeurs limites en concentration et en flux des effluents est remplacé comme suit :

PARAMÈTRES	Concentration journalière (en mg/l)	maximale	flux maximal journalier (en kg/j)
DCO	4000		3600
MEST	600		800
AZOTE TOTAL NTK	85		120
PHOSPHORE TOTAL PT	30		40
DBO5	2500		2400

À l'article 4.3.10 « valeurs limites d'émissions des eaux de process » de l'arrêté du 3 mars 2008, il est ajouté à la suite du tableau :

En complément des paramètres mentionnés dans le tableau ci-dessus, l'exploitant devra assurer la surveillance des paramètres spécifiquement définis dans la convention de rejet conclue avec le gestionnaire du système de collecte et de traitement et respecter les concentrations et flux qui y sont fixés.

À l'article 10.2.2.1 « Fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets » de l'arrêté du 3 mars 2008, le tableau relatif à l'autosurveillance des eaux résiduaires, eaux rejetées vers le milieu récepteur N°4 est remplacé comme suit :

Eaux rejetées vers le milieu récepteur N°4 : <b>Eaux usées industrielles</b>			
	Type de suivi	Fréquence de surveillance	Méthode d'analyse
<b>Volume</b>	En continu	En continu	Méthode normalisée
<b>Débit</b>		En continu	
<b>Ph</b>	Ponctuel	hebdomadaire	
<b>DCO</b>		bi-hebdomadaire	
<b>MEST</b>		bi-hebdomadaire	
<b>AZOTE TOTAL NT</b>		hebdomadaire	
<b>N-NH<sub>4</sub><sup>+</sup></b>		hebdomadaire	
<b>Phosphore Total Pt</b>		hebdomadaire	
<b>DBO5</b>		hebdomadaire	

### **Article 3 : FLUIDES FRIGORIFIQUES**

Pour les systèmes frigorifiques contenant du fluide frigorigène R22, l'exploitant doit :

- Renforcer les exigences de contrôle d'étanchéité de l'installation frigorifique fixées à l'arrêté du 29 février 2016 susvisé en doublant leur fréquence ;
- Tenir à la disposition de l'inspection un bilan annuel des résultats des contrôles d'étanchéité effectués sur l'installation, accompagné des fiches d'intervention associées ;
- Engager la réparation de la fuite dans les 48h et justifier la pérennité du dispositif de réparation ou mettre l'équipement à l'arrêt ;
- Limiter la durée d'utilisation de ce gaz au 4 décembre 2027.

### **Article 4 : SURVEILLANCES DES SOLS ET DES EAUX SOUTERRAINES**

Un programme de surveillance de la qualité des sols et des eaux souterraines est mis en place selon les modalités suivantes :

#### **- Surveillance décennale des sols :**

La surveillance des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

À chaque campagne de surveillance, les analyses porteront a minima sur les paramètres suivants :

- Substances polluantes :
  - Éléments métalliques (Mercure, Arsenic, Plomb, Cadmium, Chrome, Cuivre, Nickel, Zinc),
  - Hydrocarbures aromatiques monocycliques (BTEX),
  - Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP),
  - Composés organo-halogénés volatils (COHV),
  - Hydrocarbures totaux (HCT).



Il conviendra également de préserver le recouvrement au niveau des 2 sondages présentant des anomalies notables, à savoir le sondage S9 présentant une anomalie en mercure et le sondage S1 présentant une anomalie en hydrocarbures totaux.

**- Surveillance semestrielle des eaux souterraines :**

La surveillance des eaux souterraines doit être réalisée deux fois par an, aux périodes Hautes eaux et Basses eaux. La surveillance sera effectuée sur les 2 forages existants sur site.

À chaque campagne de surveillance, les analyses porteront a minima sur les paramètres suivants :

- Paramètres physico-chimiques : pH, conductivité, température, oxygène dissous, Chlorures (Cl) .
- Substances polluantes :
  - Éléments métalliques (Mercure, Arsenic, Plomb, Cadmium, Chrome, Cuivre, Nickel, Zinc),
  - Hydrocarbures totaux (HCT)
  - Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP),
  - Hydrocarbures aromatiques monocycliques (BTX),
  - Composés organo-halogénés volatils (COHV).

Un plan annexé au présent arrêté précise les points de prélèvements des sols et les forages existants.

Les prélèvements et analyses doivent être réalisés selon les normes en vigueur par un laboratoire agréé.

Les résultats de tous les contrôles et analyses sont communiqués à l'inspection des installations classées dans un délai de 30 jours après chaque campagne. Toutes évolutions défavorables et significatives doivent être signalées immédiatement et accompagnées d'une analyse. Les résultats sont archivés par l'exploitant.

**Article 5 - Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions des articles R. 181-50 du code de l'environnement, au tribunal administratif de LIMOGES, dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans l'Indre ou de l'affichage en mairie de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R. 181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci par lettre recommandée avec avis de réception au préfet de l'Indre et au bénéficiaire de la décision dans un délai de quinze jours francs à compter de la date du dépôt du recours contentieux.

Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai, adressé comme suit :

- recours gracieux, adressé à M. le Préfet de l'Indre – Place de la victoire et des alliés – CS 80583 – 36 019 CHÂTEAUROUX CEDEX ;
- recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, Grande Arche de La Défense - paroi sud / Tour Sequoia, 92055 La Défense.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours administratif, s'il s'agit d'un tiers intéressé, est tenu, à peine de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci par lettre recommandée avec avis de réception au préfet de l'Indre et au bénéficiaire de la décision dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours administratif.

La notification du recours au préfet de l'Indre et au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

#### **Article 6 : Sanctions administrative**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 7 : Notification et publicité**

Le présent arrêté est notifié à la société MALTERIE FRANCO-SUISSES.

Une copie est adressée au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers :

- ✎ une copie de cet arrêté est déposée dans la mairie d'Issoudun et peut y être consultée ;
- ✎ un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie d'Issoudun pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire ;
- ✎ l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Indre pour une durée minimale de quatre mois, à l'adresse suivante :

<http://indre.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/I.C.P.E/Dossiers-d-autorisation-ICPE>

#### **Article 8 : Exécution**

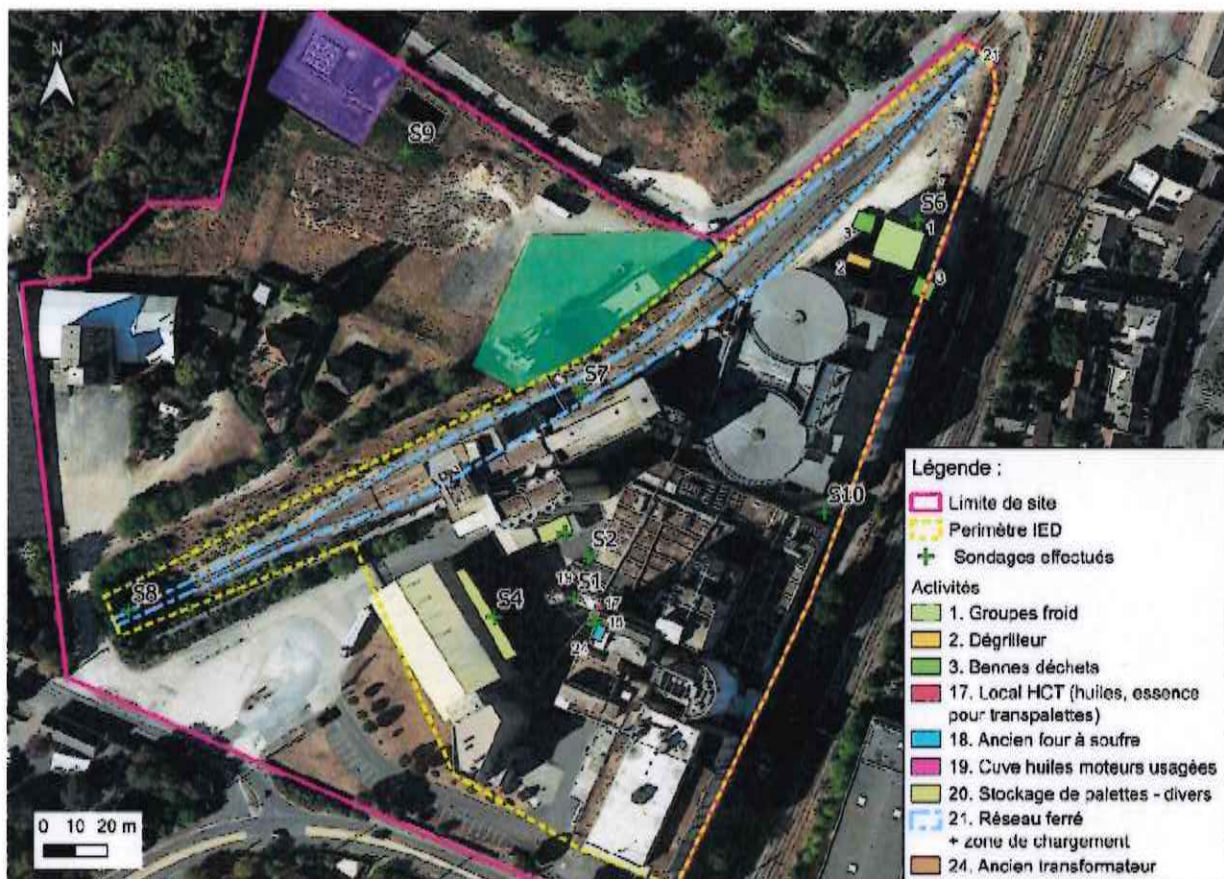
Le secrétaire général de la préfecture de l'Indre, le maire de la commune d'Issoudun, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,  
la Secrétaire Générale,

  
Nadine CHAIB



# **ANNEXE** **cartographie des prélèvements de sols**



## Cartographie des ouvrages eaux souterraines

